

ENTRETIEN AVEC THIERRY MEYSSAN

« Au finale, c'est une petite classe dirigeante qui choisira le président »



Alors qu'approche à grands pas l'heure de l'élection présidentielle états-unienne, Thierry Meyssan, président du Réseau Voltaire, dresse un bilan de la politique menée par l'administration néo-conservatrice au cours des quatre dernières années, dans une interview accordée fin août au quotidien algérien *El Khabar*. Il y déconstruit le discours proposé par Washington sur la menace terroriste globale, recense les errements du Pentagone en Irak et évoque les futurs cibles de déstabilisation au Proche-Orient.

page 2

Exercice de communication républicaine comparée

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le *New York Times* a demandé à six anciens conseillers de présidents républicains d'imaginer quel discours ils auraient préparé pour la clôture de la Convention par George W. Bush, s'ils étaient toujours aux affaires. Nous pouvons examiner les « angles » de ces propositions et les comparer avec le discours réel du candidat. Ce qui importe, c'est la qualité de la communication et non la pertinence des arguments évoqués.

page 9

REPÈRE : 1 SEPTEMBRE 1983

Le vol KAL 007

Le 1er septembre 1983, le vol Korean Airlines 007 décolle d'Anchorage en Alaska pour Séoul. Sept minutes plus tard, l'avion dérive lentement vers Petropavlosk, une base militaire soviétique du Kamchatka, alors en pleine alerte pour cause d'essais de tirs de missiles intercontinentaux. Les « grandes oreilles » US repèrent immédiatement la dérive, mais n'alertent pas le pilote afin de ne pas se dévoiler aux Soviétiques. La chasse russe décolle et, n'obtenant pas de réponse de la part du Boeing, persuadé qu'il s'agit d'un avion espion, abat l'appareil, tuant ses 269 passagers. L'administration Reagan exploite l'affaire en pleine crise des Euromissiles et publie un film truqué censé montrer les derniers instants du vol ainsi que les conversations des pilotes soviétiques. En 1996, Alvin Snyder, ancien directeur de la USIA révélera, dans le *Washington Post*, que non seulement les pilotes soviétiques croyaient légitimement avoir à faire à un avion militaire qui ne répondait pas à leurs sommations, mais qu'en plus le vol KAL 007 était bien en mission d'espionnage. ■



LES TÉLÉSPECTATEURS D'AL JAZIRA NE CROIENT PAS L'« ARMÉE ISLAMIQUE EN IRAK »

La chaîne satellitaire Al-Jazira, qui donne depuis plusieurs années la parole à toutes les composantes du monde arabe, s'abstient ordinairement de prendre position. À l'occasion de l'enlèvement de Christian Chesnot, Georges Malbrunot et Mohammed Al-Joundi, le premier média arabe a néanmoins choisi de sortir de sa réserve et de faire campagne contre « le meurtre et l'enlèvement (...) des journalistes en Irak », tout en appelant à « la libération immédiate des reporters enlevés ». Il a ensuite mené une enquête auprès de ses téléspectateurs dans l'ensemble de sa zone de couverture, pour connaître leur point de vue sur cette question. Les résultats sont éloquentes : 78,5 % des fidèles de la chaîne affirme que, par son action, l'auto-proclamée « Armée islamique en Irak » défend d'autres intérêts que ceux de l'Irak et de sa résistance. ■

Entretien avec Thierry Meyssan

« Au finale, c'est une petite classe dirigeante qui choisira le président »

Alors qu'approche à grands pas l'heure de l'élection présidentielle états-unienne, Thierry Meyssan, président du Réseau Voltaire, dresse un bilan de la politique menée par l'administration néo-conservatrice au cours des quatre dernières années, dans une interview accordée fin août au quotidien algérien *El Khabar*. Il y déconstruit le discours proposé par Washington sur la menace terroriste globale, recense les errements du Pentagone en Irak et évoque les futurs cibles de déstabilisation au Proche-Orient.



El Khabar : *Immédiatement après les attentats du 11 septembre, quelle a été l'ampleur des pressions que vous avez subies ? Et d'où venaient-elles ?*

Thierry Meyssan : J'ai rencontré deux difficultés majeures pendant mon enquête sur les attentats du 11 septembre : d'une part, le secret-Défense s'appliquait déjà à tout ce qui touchait la « scène du crime », il était interdit d'interroger les fonctionnaires et militaires en poste ce jour-là et, d'autre part, il fallait collecter et vérifier des informations dans plusieurs pays à la fois, donc disposer d'une équipe. Mais je n'ai rencontré aucune pression. À vrai dire personne ne se doutait de ce que j'étais en train de faire. Pas même moi, car j'ignorais ce que j'allais découvrir. Les ennuis ont commencé sitôt le livre paru. J'ai reçu plusieurs milliers de menaces de mort par e-mail et par la poste et j'ai

fait l'objet d'une campagne internationale de diffamation organisée avec de très gros moyens. En définitive, la section US du Congrès juif mondial a payé de pleines pages de publicité dans les journaux aux États-Unis pour dissuader les libraires de distribuer mon livre, puis j'ai fait l'objet de menaces précises et j'ai dû accepter des mesures de sécurité.

Vous avez décrit ce que vous appelez le « gouvernement de l'ombre » aux USA. D'après vous, quel sera son avenir si jamais Bush perd les élections ?

Chacun d'entre nous peut constater que George W. Bush n'a pas les compétences nécessaires pour assumer la fonction qui est la sienne. Il ignore tout du monde extérieur. Jusqu'à son entrée à la Maison-Blanche, il n'avait eu l'occasion que de se rendre au Mexique et ne s'était jamais fait établir de passeport. Pendant sa campagne électorale, il a fait la joie des présentateurs de télévision en étalant son ignorance sur tout ce qui touche à la politique internationale et à la Défense.

On essaye de nous faire croire que le pouvoir serait exercé par ses conseillers les plus voyants, notamment le groupe des néo-conservateurs. Mais les marionnettes n'ont pas de conseillers, elles ont des marionnettistes. Pendant les onze premiers mois de son mandat, le pouvoir était dans les mains de son vice-président, Dick Cheney. À partir du 11 septembre, il est passé à un groupe d'officiers réunis autour du général Ralph E. Eberhart. Un gouvernement militaire fantôme a été constitué. Il suit, en permanence et en temps réel, tout ce dont l'administration Bush est informée et toutes les décisions qu'elle prend. Si une catastrophe venait à décimer le gouvernement, ces militaires pourraient prendre immédiatement le relais.

Les États-Unis se militarisent progressivement. Le démantèlement des services publics ne vise pas à développer une société ultra-libérale, mais à transférer le pouvoir à l'armée. Celle-ci s'occupe déjà d'une partie du transport aérien civil comme d'une partie de l'encadrement de la jeunesse. Elle partage les services sanitaires et sociaux avec les organisations religieuses, etc.

Ce n'est pas en changeant de président que l'on reviendra vers la démocratie. Il faut quelque chose de plus profond. En attendant, le processus de militarisation se poursuit. L'armée est désormais en charge de la sécurité intérieure. La question est plutôt de savoir ce qui se passera si les institutions civiles entrent en conflit avec le pouvoir militaire. On assistera probablement alors à un coup d'État qui ne sera jamais que le dévoilement public d'une situation rampante.

Pensez-vous que George W. Bush obtiendra un deuxième mandat ?

La désignation du président n'appartient plus aux citoyens. On l'a vu clairement avec les élections de 2000. Des fraudes ont été organisées massivement sur tout le territoire, particulièrement en Floride, l'État dont Jeb Bush (le frère de George) est gouverneur. La Cour suprême a décidé de proclamer le résultat final sans que l'on puisse dépouiller le scrutin en Floride. Les juges, majoritairement nommés par George H. Bush (le père), ont fait Junior président. Par la suite, on a appris qu'il avait perdu en nombre de voix et en nombre de grands électeurs. Cette année, la fraude sera plus importante encore. Plusieurs millions de Noirs ont été privés de leur droit de vote, comme au temps de la ségrégation, par le biais de lois pénales variant selon les États. Des machines à voter, autorisant tous les trucages, ont été installées dans la plupart des États dirigés par les

républicains, notamment la Californie. Les députés du Black Caucus, qui avaient vainement contesté l'élection de 2000, ont fait appel à Kofi Annan pour que l'ONU envoie des observateurs à l'élection de 2004. Bien évidemment le gouvernement Bush, qui ne cesse d'accuser des gouvernements étrangers de frauder aux élections, s'est opposé à tout contrôle international des élections US.

Au finale, c'est une petite classe dirigeante qui choisira le président. Une partie d'entre elle estime que l'administration Bush monopolise les dividendes de la guerre pour quelques copains et espère que Kerry sera plus partageur. C'est le point de vue des grands spéculateurs comme Warren Buffet ou George Soros. Mais une autre partie est satisfaite de l'impérialisme pétrolier qui garantit l'approvisionnement énergétique du pays et son économie basée sur le gaspillage. À mon sens, rien n'est encore décidé et des événements majeurs peuvent avoir lieu dans les quatre prochains mois.

L'Irak est devenu un bourbier pour les USA. Jusqu'à quelles limites d'après vous les USA sont prêts y poursuivre leur engagement ? Et jusqu'où peuvent-ils envisager de parvenir à leurs fins ?

Souvent la politique de Washington paraît incohérente, mais c'est parce que nous ne comprenons pas les processus de décision. En fait, les États-Unis ne sont pas un État-nation et n'ont pas de vision claire d'eux-mêmes, ni du monde qui les entoure. Ils n'ont pas même de mot dans leur vocabulaire pour désigner leur nationalité. Ils disent qu'ils sont Américains, et sont tous surpris quand on leur répond que les Argentins et les Canadiens, aussi, sont Américains. C'est, par défaut, une certaine religiosité chrétienne qui leur sert d'identité.

Lorsqu'ils sont partis en Irak, la plupart des GI's ne savaient pas situer ce pays sur une mappemonde. Le Pentagone lui-même s'en faisait une représentation fautive, alors qu'ils avaient déjà conduit une guerre là-bas. À titre d'exemple, ils ont équipé les forces qu'ils ont envoyées au Kurdistan comme les autres, en croyant que c'est une région désertique.

À Washington, les décisions politiques ne sont pas le fruit d'une vision à long terme, mais un compromis à un moment donné entre dirigeants de multinationales. On dit parfois que si le Conseil de sécurité nationale ne rend pas de compte aux électeurs, c'est parce qu'ils ne leur appartient pas, il appartient à ses actionnaires. La décision d'envahir l'Irak satisfaisait plusieurs intérêts coalisés. Il y avait ceux qui, avec Henry Kissinger et James Baker III, pensent que les États-Unis doivent contrôler le marché énergétique mondial et veulent s'emparer du pétrole. Il y avait ceux qui, avec Paul Wolfowitz, pensent que toutes les puissances politiques doivent être détruites et laisser place à des marchés ouverts où les multinationales US peuvent piller les ressources. Il y avait ceux qui, avec Richard Perle, rêvent de réaliser le programme de Biltmore de 1942 : démanteler les grands États du Moyen-Orient, créer un micro-État palestinien où déporter les populations arabes de Palestine, et étendre le Grand Israël. Et surtout, il y avait les généraux qui voulaient installer des bases militaires permanentes pour pallier à leur retrait d'Arabie saoudite.

Aujourd'hui, chaque lobby tire son bilan et constate que le compte n'y est pas. Cette opération a coûté très cher et a rapporté peu. Encore que certaines sociétés particulières, Halliburton ou Lockheed Martin, ont engrangé des profits fabuleux. Loin d'en conclure qu'il faut se retirer, la plupart, comme les joueurs de casino de Las Vegas, veulent doubler la mise. C'est devenu une question

d'amour-propre. En l'occurrence, doubler la mise ne veut pas dire accroître les forces en Irak, mais s'abattre sur une nouvelle proie.

D'après vous, quelle est la véritable force que représente Al Qaïda en Irak ?

Il faudrait surtout savoir ce que représente Al Qaïda en soi. Si l'on entend par ce mot une organisation internationale, avec une hiérarchie et une stratégie, alors Al Qaïda n'existe pas. Il y a par contre une multitude de groupes dans le monde musulman qui partagent en commun une idéologie et sont prêts à passer à l'action. Mais un milieu sociologique n'est pas une organisation.

Il est certain que des moudjahiddins étrangers sont venus combattre aux côtés des Irakiens, comme les Brigades internationales se sont battues aux côtés des républicains espagnols face aux fascistes. Ils se sont battus au nom de leur foi, ça n'en fait nullement des islamistes radicaux.

Il y a sûrement aussi des intégristes bornés parmi les Irakiens, encore qu'ils n'avaient pas le loisir de s'organiser sous la dictature de Saddam Hussein, mais ça ne fait pas pour autant de ces résistants des membres d'Al Qaïda.

Quant aux revendications « Al Qaïda » des enlèvements, elles ne sont pas crédibles. Je distingue bien sûr les enlèvements à revendication politique de ceux perpétrés par des voyous pour obtenir des rançons. Les « terroristes » exigent le départ de tel ou tel contingent étranger pour libérer leurs otages. Mais, jamais, un État ne cédera à ce genre de menace. Ceux qui posent ces revendications savent qu'elles n'ont aucune chance d'aboutir. Ils sont déterminés à tuer leurs otages et mettent leurs crimes en scène pour créer une crise dans la résistance. Chaque groupe se demande qui fait ça et soupçonne les autres. Mais on doit toujours se demander : « Quid Bonum ? » (« À qui profite le crime ? »). En définitive, il ne profite qu'à l'occupant [1].

Est-ce que Abou Moussab Al Zarkaoui est le bras d'Al Qaïda en Irak ou représente-t-il une autre organisation ?

Jusqu'au show de Colin Powell à l'ONU, Al Zarkaoui était toujours présenté comme à la fois distinct d'Oussama Ben Laden et de Saddam Hussein.

Brutalement, on a prétendu qu'il faisait le lien entre eux. On ne sait pas s'il est vivant : la CIA a annoncé sa mort, puis elle lui a attribué de nouvelles actions. La CIA a expliqué qu'il avait été amputé d'une jambe, puis elle l'a reconnu en la personne de l'assassin de Nicholas Berg, alors que celui-ci ne manifeste pas de handicap.

En attribuant à l'épouvantail Ben Laden des opérations grandioses comme le 11 septembre et des attentats artisanaux comme en Tunisie, on a érodé le mythe. Trop, c'est trop. Toute bombe qui explose dans le monde est revendiquée par Ben Laden. Plus personne n'y croit. Zarkaoui est un épouvantail tout neuf. Prêt à la relève.

Des centres d'études estiment que des forces liées à Al Qaïda vont frapper en Europe. Qu'en pensez-vous ?

Je pense qu'Al-CIA a souvent frappé en Europe au cours des cinquante dernières années. Les services secrets de l'OTAN ont développé la stratégie de la tension dans les années 60 et 70. Ils ont organisé par exemple l'attentat de la gare de Bologne, qui a été attribué à l'extrême gauche pour justifier d'une vague

de répression. Ils peuvent très bien frapper encore, cette fois pour accuser les musulmans.

Nous ne savons pas qui a fomenté les attentats de Madrid. Mais les enquêtes récentes du premier quotidien espagnol, *El Mundo*, ont montré que l'hypothèse islamiste est incertaine. On sait maintenant que la police a systématiquement détruit des pièces à convictions et que les personnes identifiées comme ayant transporté les explosifs étaient des agents de la gendarmerie (Guardia Civil).

Comment voyez vous les événements en Arabie Saoudite et pensez vous que les États-Unis jouent un rôle dans ceux-ci ?

Le renversement du prince Abdallah est devenu la priorité de la Maison-Blanche. Les accords conclus entre Ibn Séoud et Franklin Roosevelt sur le Quincy arrivent à échéance. Abdallah a fait savoir qu'il mettrait fin au monopole d'exploitation du pétrole et renégocierait les royalties. S'il le fait, ce sera un choc très rude pour l'économie états-unienne, peut-être son effondrement. Alors la CIA tente de lui coller sur le dos tous les maux de la terre. On prétend que les avions du 11 septembre ont été détournés par 15 Saoudiens, mais quand l'Arabie saoudite demande que les autorités US établissent les actes de décès des présumés pirates de l'air, elles se dérobent. Si le Département de la Justice établissait ces actes de décès, il devrait lever toute ambiguïté sur les homonymies, alors les Saoudiens montreraient que les personnes accusées sont toujours vivantes.

Lors d'une réunion du Conseil consultatif de défense au Pentagone, il y a deux ans, il a été clairement indiqué que la chute des Séoud et la prise de La Mecque étaient les seuls moyens d'anéantir l'islam.

Par ailleurs, ce sont des services secrets puissants qui ont organisé les attentats de Ryad. Le prince Abdallah l'a indiqué, selon sa police, tout a été fomenté par Al-Qaïda, c'est-à-dire par le Mossad. Les Israéliens agissant ici en sous-traitants pour Washington.

Quel avenir voyez vous pour la région du Golfe arabe ?

Permettez-moi d'abord de récuser la notion de Golfe arabe et de lui préférer, comme le fait la diplomatie française, celle de Golfe arabo-persique. Les Iraniens aussi ont des droits légitimes d'accès au Golfe.

L'essentiel des réserves mondiales de pétrole est localisé dans cette région. Cela attise toutes les convoitises. Par le passé, les États-Unis inscrivaient leur politique dans le sillage de l'Empire britannique. Ils choisissaient un partenaire privilégié qu'ils utilisaient comme gendarme de la région. Et ils n'hésitaient pas à éliminer ce partenaire lorsque celui-ci devenait trop gourmand. Ainsi, ils se sont appuyés sur la dictature des Pahlevi en Iran, puis ils ont provoqué la chute du Shah lorsque celui-ci a manifesté son intention de dominer la région pour son propre compte. Les États-Unis se sont alors appuyés sur la dictature de Saddam Hussein en Irak et l'ont utilisé pour attaquer la révolution iranienne, puis ils ont poussé Saddam à la faute lorsqu'il a prétendu incarner le panarabisme. Ils ont alors déplacé leurs bases en Arabie saoudite pour lancer Tempête du désert.

Ce petit jeu aurait pu continuer indéfiniment, mais Washington a changé de stratégie depuis le 11 septembre. Il ne s'agit plus d'exercer une hégémonie sur la région, mais une domination impériale. Du coup, Iraqi Freedom n'a pas pour

but d'éliminer un roitelet encombrant, mais d'occuper durablement un pays. Désormais, les États-Unis veulent remodeler la région, c'est-à-dire faire éclater tous les grands États, les uns après les autres, pour éliminer toute résistance politique notable. Le processus devrait commencer avec la création d'un Kurdistan qui provoquera l'éclatement en chaîne de la Syrie, de l'Iran et de la Turquie.

Depuis la guerre de 1967, Israël jouait le rôle de supplétif de l'armée US dans la région. Progressivement les intérêts israéliens et états-uniens se sont confondus. Mais la politique impériale remet en cause les fondements de cette alliance. Avec 200 000 hommes en Irak, le Pentagone n'a plus le même besoin de Tsahal. Dans les années à venir, Washington va s'ingérer dans la vie politique israélienne pour mettre en place à Tel-Aviv des politiciens à sa botte. Si Israël fait preuve de souplesse, il pourra continuer son expansionnisme, mais si Tel-Aviv cherche à imposer ses priorités à Washington, il deviendra un obstacle à l'Empire.

Pensez-vous que les USA vont ouvrir de nouveaux fronts militaires contre l'Iran et la Syrie ?

Il était politiquement et militairement absurde d'attaquer l'Irak, mais l'idéologie impériale et l'appât du gain en ont décidé autrement. La même erreur peut se reproduire. La clique au pouvoir à Washington développe une haine obsessionnelle des deux États de la région qui se dressent contre elle et n'en comprend pas les évolutions. Dans l'imaginaire états-unien, l'Iran contemporain reste celui de la révolution khomeyniste et la Syrie de Bachar El-Assad reste celle de la dictature militaire de son père. Cependant, le Pentagone ne peut pas se permettre de frapper l'Iran qui pourrait en retour bombarder les installations nucléaires israéliennes. Il est beaucoup moins risqué d'envahir la Syrie qui, placée sous embargo, ne dispose que d'un armement obsolète. Une telle opération est techniquement prête depuis la fin juin et peut être décidée à tout moment selon les opportunités de la politique intérieure états-unienne. Mais politiquement, ce serait une folie de plus : attaquer Damas après Bagdad, c'est ouvertement vouloir détruire les centres historiques de l'histoire arabe, c'est choisir la voie sans retour de la Guerre des civilisations.

Pensez-vous que l'Union européenne va participer à la stratégie des USA visant à remodeler le monde ou pensez-vous plutôt que la France conservera sa propre stratégie de s'opposer aux ambitions des USA ?

L'Union européenne est un produit de la Guerre froide. Elle a été voulue par les États-Unis pour stabiliser l'Europe occidentale face à l'URSS. Depuis la chute du Mur de Berlin, les Européens sont divisés entre Atlantistes et Indépendantistes et l'Union est paralysée. L'entrée simultanée d'États d'Europe centrale et orientale à la fois dans l'OTAN et dans l'Union renforce le camp atlantiste. La nomination de M. Barroso, le candidat de Bush, comme président de la Commission renforce encore les Atlantistes. Je pense que le rêve d'une Union politique est mort. Tout cela va se diluer dans un grand marché transatlantique.

Le rêve d'une Europe politique va renaître autour de la France, de la Belgique et de l'Allemagne, qui prendront des initiatives communes, par exemple la mise en commun de leurs ambassades à l'étranger.

J'avais pronostiqué la crise franco-états-unienne un an avant qu'elle ne survienne. Je pense qu'elle ne fait que commencer et qu'elle s'approfondira quelles que soient les périodes de détente. D'une part, le projet impérial des États-Unis entre en opposition avec les intérêts des autres grandes puissances, sauf peut-être du Royaume-Uni qui espère y être associé. D'autre part, le projet de Guerre des civilisations s'oppose à la conception française de la République. Bien sûr, « Liberté, Égalité, Fraternité » forment un idéal jamais mis en pratique, mais l'idée d'une égalité quelle que soit la communauté d'origine des citoyens est constitutive de la République française. C'est parce que la République était incapable d'assumer la contradiction entre cet idéal et la pratique du double collège électoral en Algérie qu'elle ne pouvait s'y maintenir. C'est pour la même raison que la France ne peut pas accepter l'impérialisme états-unien. Plus encore, la Guerre des civilisations à l'échelle planétaire signifie la guerre civile en France. Jacques Chirac l'a compris. Il s'oppose aux États-Unis parce qu'il défend l'essence de la République française. De nombreux politiciens de son propre parti, tel Nicolas Sarkozy, préconisent au contraire de s'aligner sur les États-Unis parce que ce sont les plus forts. Il y aura forcément des contradictions dans la politique étrangère de la France, mais elle reviendra toujours, par la force des choses, à la position gaulliste.

Je vous remercie infiniment ainsi que votre équipe.

[1] Lors de la réalisation de cet entretien, les journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot n'avaient pas encore été enlevés.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. Voltaire est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. Voltaire est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Exercice de communication républicaine comparée

Analyse

Alors qu'il est de bon ton d'alerter l'opinion publique sur le drame du Darfour et de déplorer le manque de réactivité de la communauté internationale, Michèle Alliot-Marie, ministre français de la Défense, fait valoir aux lecteurs de l'*International Herald Tribune* l'action de son pays dans cette crise. S'appuyant sur le Tchad d'Idriss Déby, la France a déployé un contingent militaire qui a apporté une aide humanitaire considérable en coordination avec les agences de l'ONU et des ONG. Ce fait étant établi, le ministre souligne qu'une solution politique est en cours de négociation, là encore avec l'appui du Tchad. Conclusion implicite : la campagne de presse appelant à une intervention armée du Pentagone n'est pas justifiée par l'intérêt des populations.

La Convention républicaine qui s'est tenue toute la semaine à New York aura été l'occasion pour tous les observateurs de dresser le bilan du président états-unien sortant, George W. Bush. La première remarque est qu'il ne laisse pas indifférent : il a profondément divisé son opinion publique. Une manifestation de protestation a rassemblé environ 500 000 personnes. C'était la plus importante marche politique, depuis une vingtaine d'années à New York. La seconde remarque, c'est que cette opposition ne se reconnaît pas dans le Parti démocrate : aucun leader démocrate d'envergure ne participait à cette manifestation.

En effet, selon John Kerry, le président a souvent posé les bons choix, mais les a mal mis en œuvre. Par exemple, il a insuffisamment préparé l'occupation de l'Irak, exposant excessivement la vie des soldats. Les deux grands partis

soutiennent donc une unique politique qu'ils prétendent vouloir poursuivre selon des modalités différentes. La seule véritable alternative est dans la rue ou représentée par le candidat indépendant Ralph Nader. Cette alternative refuse non seulement les guerres de conquête, mais s'interroge -et elle seule- sur l'acte fondateur de ce régime, le 11 septembre. Elle était, jusqu'à ce rassemblement de masse, disqualifiée dans les médias.

C'est dans ce contexte que le *New York Times* a eu la bonne idée de demander à six anciens conseillers de présidents républicains d'imaginer quel discours ils auraient préparé pour la clôture de la Convention par George W. Bush, s'ils étaient toujours aux affaires. Nous pouvons examiner les « angles » de ces propositions et les comparer avec le discours réel du candidat. Il s'agit d'un pur exercice de style. Ce qui importe, c'est la qualité de la communication et non la pertinence des arguments évoqués.

Le conseiller d'Eisenhower (William Bragg Ewald Jr) assimile le 11 septembre et la guerre au terrorisme à la Seconde Guerre mondiale. Il en déduit un discours d'union nationale et un engagement à composer une administration bipartisane. Le conseiller de Ford (Milton Friedman) redoute les déchirements intérieurs comme celui que suscita la guerre du Vietnam et dont Kerry est le symbole. Il suggère donc un appel à la réconciliation. Le président devrait tourner la page irakienne et manifester son intention de servir l'intérêt général en associant les démocrates à la gestion du pays.

Tranchant avec cette école du consensus, le conseiller de Nixon (John Andrews) préconise une toute autre stratégie. Considérant que le candidat démocrate n'a, en définitive, que des critiques de détails à opposer au bilan du président sortant, il rédige un discours d'autosatisfaction brutale : votez républicain, sinon rien. Dans la même lignée, mais beaucoup plus efficace sur le plan de la communication, l'ancien conseiller de Reagan (Peter Robinson) suggère d'aller jusqu'à identifier le Parti républicain à « l'Amérique ». Le président sortant est un héros dans la lutte contre le terrorisme, mais il n'est en cela qu'un Américain ordinaire, car tous les Américains sont des héros anonymes du 11 septembre. Critiquer son bilan serait donc critiquer le peuple américain. A contrario, ce peuple courageux a su garder la foi dans l'épreuve, il leur doit d'être lui aussi fidèle au Dieu des Pères fondateurs. Le conseiller de Bush père (Daniel McGroarty) choisit la même veine, en moins lyrique et en plus pédagogue : dans les moments de crise, il n'y a pas de place pour les états d'âme et les atermoiements à la Kerry. Nous avons eu raison d'agir, et de le faire vite, face à la menace, d'autant que Dieu est avec nous.

Enfin, fidèle à son image retorse, un ancien conseiller de Bush fils (David Frum) imagine de détourner le discours du consensus et de le mixer avec celui de la marginalisation des démocrates pour en faire une étreinte mortelle. Merci donc à tous les Américains qui firent preuves de tant de courage en ces moments difficiles. Y compris à nos adversaires démocrates qui nous ont donné un coup de main. Ne changeons pas une équipe si parfaite, conservons notre unité, élisez-moi et je ne manquerai pas d'offrir un strapontin aux démocrates qui ont un rôle à jouer à leur mesure.

Le vrai discours de George W. Bush a, en fait, été composé bien autrement. Il a été rédigé -en plus long- comme pour la remise d'un Oscar à Hollywood. Merci donc de m'avoir nommé pour ce titre de meilleur politicien. Merci à tous ceux qui ont participé à mon dernier film, les sauveteurs du 11 septembre et les combattants en Irak. Merci à mon agent, Dick Cheney. Et à mon papa aussi. Mon bilan économique et militaire est merveilleux, tandis que mon challenger a

déjà eu du mal à jouer en série B. Bien entendu, ma réussite ne serait pas possible sans le travail, du petit personnel que l'on oublie trop souvent de remercier, voire que mon rival dénigre, je parle de nos soldats et de leurs familles. C'est sur eux que je prends exemple et c'est eux que je représente.

Deux intellectuels néo-conservateurs profitent de cette Convention pour redéfinir la « doctrine Bush » dont ils sont les inspireurs. Dans la revue juive *Commentary*, puis dans le *Wall Street Journal*, Norman Podhoretz élève cette doctrine Bush pour la guerre au terrorisme au niveau de ce que fut la doctrine Truman pendant la Guerre froide. Il la résume en quatre idées fortes.

- ▶ Le rejet du relativisme moral est en fait l'affirmation d'une dimension eschatologique. Il existe une fin de l'Histoire, à la fois au sens de Fukuyama et dans celui de la Bible, où le Bien incarné par les États-Unis doit triompher. Dans la guerre des civilisations, il ne s'agirait donc pas de détruire les autres, mais de les convertir.
- ▶ Combattre certains États, c'est combattre le terrorisme. En effet, le terrorisme n'est pas un acte individuel, il ne se développe qu'avec des soutiens étatiques.
- ▶ La défense des États-Unis est prioritaire, il faut donc d'abord détruire les menaces en formation avant de s'occuper de régler des conflits comme celui qui oppose Palestiniens et Israéliens. Ce qui montre à contrario que les néo-conservateurs n'ont jamais fait passer les intérêts d'Israël avant ceux des États-Unis.
- ▶ À la fin, il faudra quand même se débarrasser de Yasser Arafat.

Dans la même optique, Ken Weinstein du Hudson Institute, souligne dans *Le Figaro* que la doctrine Bush est une forme d'idéalisme. Selon lui, elle n'a rien à voir avec la quête du pétrole ou le choc des civilisations, mais elle tend à remodeler le monde autour du principe de liberté. C'était d'ailleurs le thème de la Convention républicaine. Le problème est que tout ça n'est au fond qu'une affaire de présentation : on ne défend la liberté des peuples en les bombardant, et si Washington veut remodeler le monde, c'est pour pouvoir l'exploiter en le divisant.

Réseau Voltaire

Michelle Alliot-Marie



Michelle Alliot-Marie est la ministre de la Défense française. Membre de l'UMP elle est ancienne présidente du parti gaulliste, le RPR. Elle exerça auparavant ses talents d'expertise juridique au service de régimes autoritaires de la FrancAfrique, rédigeant aussi bien la Constitution de la République islamique des Comores que les Codes pénal et civil du Kivu.

« Quand le Darfour sera plus sûr, il faudra chercher une solution politique »

Source : International Herald Tribune

Référence : « When Darfur is safer, seek a political solution », par Michelle Alliot-Marie, *International Herald Tribune*, 2 septembre 2004.

Le désastre au Darfour rend nécessaire une mobilisation active et une action forte de la communauté internationale. Dans les derniers mois, les soldats français au Tchad ont envoyé une aide humanitaire aérienne deux à trois fois par jour à ceux qui ont dû abandonner leurs maisons avec l'aide du programme alimentaire mondial, du Haut commissariat aux Réfugiés et d'ONG. Depuis que l'ONU a adopté la résolution 1556 sur le Soudan, **Jacques Chirac** a décidé, avec l'accord du gouvernement tchadien d'Idriss Déby, de mobiliser les capacités militaires de la France à des fins humanitaires.

La France continuera son action mais elle ne peut pas agir seule. Lors de ma visite au Tchad, j'ai demandé à ce que les pays de l'Union européenne se mobilisent pour fournir une aide humanitaire au Darfour et faire respecter le cessez-le-feu. La situation au Darfour est un élément clé pour la stabilité régionale et la crise ne peut être résolue que par une solution politique. L'Union africaine doit être soutenue par l'Europe pour résoudre ce problème.

Les troupes françaises au Tchad ont empêché la crise de s'étendre. Par sa présence, la France est parvenue à résoudre des crises en Afrique avec l'aide de l'Union africaine et d'organisations régionales. La France participe à la formation de troupes de maintien de la paix en Afrique. Par une succession d'accord bilatéraux, nous offrons une contribution permanente à la sécurité régionale. Depuis février 2004, la France a soutenu la médiation d'Idriss Déby qui a conduit à la signature d'un cessez-le-feu le 8 avril ; il doit désormais produire des résultats sur le terrain.

William Bragg Ewald Jr.

William Bragg Ewald Jr. a été rédacteur des discours de Dwight D. Eisenhower (1954-1957). Il est l'auteur de *Eisenhower the President : Crucial Days 1951-1960* et de *Who Killed Joe McCarthy ?*.

« Unité nationale »

Source : New York Times

Référence : « National Unity », par William Bragg Ewald Jr., *New York Times*, 2 septembre 2004. Ce texte fait partie d'une série de tribunes commandées par le *New York Times* aux anciens rédacteurs des discours des six derniers présidents républicains états-uniens. Ces derniers devaient rédiger un discours de clôture de la Convention républicaine pour George W. Bush, dans ce texte, l'auteur s'exprime donc comme s'il était le président états-unien.

Comme le disait Lincoln, nous devons penser d'une nouvelle façon et agir d'une nouvelle façon. Ce soir, je propose une innovation historique : un gouvernement d'union nationale dont les membres seront recrutés dans les deux partis.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Roosevelt avait pris dans son cabinet deux républicains aux départements de la Guerre et de la Marine. En 1956, Eisenhower pensa à prendre un démocrate comme vice-président et après le lancement des Spoutniks, Eisenhower puis Kennedy s'entourèrent d'un comité scientifique sans se soucier de leurs opinions politiques.

Aujourd'hui, nous faisons face à une situation dramatique et, si je suis réélu, j'offrirai le poste de secrétaire à la Défense à la plus grande autorité en la matière : le démocrate **Sam Nunn**. En 1940, après une bataille électorale dure, Roosevelt avait demandé à son adversaire républicain de faire le tour des capitales pour les assurer du soutien des États-Unis. Si je suis réélu, je proposerai la même mission à **John Kerry**.

Milton Friedman



Pape du courant monétariste, ancien président de la Société du Mont Pèlerin (1972-1974) et Prix Nobel d'Économie en 1976, Milton Friedman a été assistant spécial du président Gerald R. Ford et rédacteur de ses discours. Il a été chercheur à la Hoover

« Ce que j'ai appris »

Source : New York Times

Référence : « What I Learned », par Milton Friedman, *New York Times*, 2 septembre 2004. Ce texte fait partie d'une série de tribunes commandées par le *New York Times* aux anciens rédacteurs des discours des six derniers présidents républicains états-uniens. Ces derniers devaient rédiger un discours de clôture de la Convention républicaine pour George W. Bush, dans ce texte, l'auteur s'exprime donc comme s'il était le président états-unien.

Il y a 30 Ans, un président républicain sincère fit beaucoup pour guérir l'Amérique après le Vietnam et le Watergate. Aujourd'hui, nous entendons encore des disputes sur le Vietnam, mais cette élection ne traite pas du Vietnam. Je déteste les efforts menés pour discréditer les vétérans de guerre, que la cible soit **John Kerry**, **John McCain** ou **Max Cleland**.

Dans mon discours d'acceptation d'il y a quatre ans, j'ai dit que je croyais en un Dieu qui nous appelait non pour que nous jugions les autres mais pour que nous

Institution et est le fondateur de la Milton and Rose D. Friedman Foundation.

les aimions. Je me tiens à cette maxime en tant que président qui a vaincu Saddam Hussein, libéré l'Irak et frappé durement les terroristes. Comme le président Ford, je cherche la réconciliation nationale et je ne pense pas que nous ayons à mener une autre guerre.

Durant ma présidence, j'ai commis des erreurs sur les armes de destruction massive, les mauvais renseignements et la reconstruction de l'Irak.

Intérieurement, sur les questions économiques, nous devons faire mieux. Mes opposants me dépeignent comme un conservateur, pourtant mon objectif est d'unifier la nation : je veux une nouvelle unité qui amènera la paix et la croissance dans le pays. Cela nécessitera des positions bipartisanes, la coopération et le compromis. Cela nécessite une direction éprouvée et pas une alternative imprévisible.

Je prie Dieu de faire de moi son instrument pour le servir avec honneur et humilité pour le bien de tous. Que Dieu bénisse l'Amérique et tous les Américains.

John Andrews



John Andrews est président républicain du Sénat du Colorado et délégué à la convention républicaine de New York. Il a été le rédacteur des discours de Nixon (1971-1973).

« La limite haute »

Source : New York Times

Référence : « Upward Bound », par John Andrews, *New York Times*, 2 septembre 2004.

Ce texte fait partie d'une série de tribunes commandées par le *New York Times* aux anciens rédacteurs des discours des six derniers présidents républicains états-unis. Ces derniers devaient rédiger un discours de clôture de la Convention républicaine pour George W. Bush, dans ce texte, l'auteur s'exprime donc comme s'il était le président états-unien.

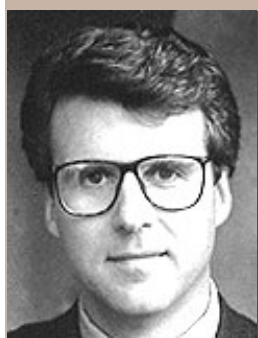
Le choix pour les électeurs dépend de comment vous ressentez l'Amérique.

Nous ne prétendons pas être plus patriotes que les démocrates, mais il y a quand même un choix résolu à faire entre nous.

Un parti est particulièrement protecteur pour les États-Unis, c'est le parti républicain. Un parti fait particulièrement confiance à l'Amérique, croyant dans le bon sens des collectivités locales et des individus et aux vertus d'un gouvernement limité, c'est le parti républicain. Un parti est particulièrement fier de l'Amérique, ne veut pas s'excuser pour son histoire et nos valeurs, croyant en notre mission en tant que " dernier et meilleur espoir sur terre ", c'est le parti républicain.

Ceux qui pensent que notre pays doit s'excuser, augmenter les impôts et dépenser moins en défense n'apprécient pas la direction prise ces quatre dernières années. Nous demandons le soutien de tous ceux qui veulent un pouvoir protégeant l'Amérique, qui a confiance en elle et en est fier. Il n'y a pas de gauche ou de droite, il y a des hauts et des bas, disait **Ronald Reagan**.

Peter Robinson



Peter Robinson est chercheur à la Hoover Institution et auteur de *How Ronald Reagan Changed My Life*. Il a été rédacteur des discours de George H. Bush (1982-1983) et de Ronald Reagan (1983-1988) pour qui il a écrit le discours devant le Mur de Berlin.

« Garder la foi »

Source : New York Times

Référence : « Keeping Faith », par Peter Robinson, *New York Times*, 2 septembre 2004.

Ce texte fait partie d'une série de tribunes commandées par le *New York Times* aux anciens rédacteurs des discours des six derniers présidents républicains états-unis. Ces derniers devaient rédiger un discours de clôture de la Convention républicaine pour George W. Bush, dans ce texte, l'auteur s'exprime donc comme s'il était le président états-unien.

La première fois que j'ai visité Ground Zero, j'ai rencontré Arlene Howard, la mère de George Howard, un policier de 44 ans mort dans l'attaque terroriste. Arlene m'a donné sa plaque et depuis je la conserve avec moi. Le 11 septembre 2001, George n'était pas en service, mais quand il a vu les flammes il s'est rendu sur les lieux. Il avait déjà fait cela lors de la première attaque, en 1993 et il avait sauvé des enseignants et des écoliers, ce qui lui avait valu une médaille. Lui considérait pourtant qu'il ne faisait que son travail. George Howard était un héros.

Nous devons garder la foi, garder la foi avec George Howard, avec sa mère, avec les deux adolescents qu'il laisse derrière lui et avec tous les Américains, ce million de héros silencieux qui aiment leur pays et le rendent si grand. Nous devons garder la foi en préservant la liberté, la prospérité et la sécurité de notre république qui demeure le meilleur espoir d'un homme sur terre.

Je vous le promets, je garderai la foi.

Daniel McGroarty



Daniel McGroarty a été vice-directeur de l'équipe de rédacteur de discours de George H. Bush. Il est directeur du White House Writers Group, une entreprise de consulting. Il est membre de l'Alexis de Tocqueville Institution et de la Milton and Rose D. Friedman Foundation.

« Un front fort »

Source : New York Times

Référence : « A Strong Front », par Daniel McGroarty, *New York Times*, 2 septembre 2004. Ce texte fait partie d'une série de tribunes commandées par le *New York Times* aux anciens rédacteurs des discours des six derniers présidents républicains états-unis. Ces derniers devaient rédiger un discours de clôture de la Convention républicaine pour George W. Bush, dans ce texte, l'auteur s'exprime donc comme s'il était le président états-unien.

J'ai commencé cette soirée en vous rappelant la politique que nous avons mise en place pour restaurer la santé de notre économie et l'espoir dans nos cœurs. Je veux finir ce soir en parlant de la plus fondamentale des tâches du gouvernement : renforcer notre défense commune.

Nous sommes une nation en guerre contre un ennemi qui a une haine sans borne pour l'humanité et qui nous a attaqué un jour de septembre. Depuis, le monde nous a vu le combattre sur notre sol, puis en Afghanistan et en Irak.

Nous avons montré que nous défendions nos valeurs. Mes opposants voient le monde avec un regard différent, s'enorgueillissant de voir le monde de façon plus complexe et demandant une guerre au terrorisme plus sensible.

Je me souviens du message revendiquant les attentats de Madrid : " vous aimez la vie, nous aimons la mort ". Il n'y a rien de complexe là-dedans. A Boston, mon rival a déclaré que toute attaque recevrait une réponse rapide, mais la leçon du 11 septembre c'est que nous ne pouvons plus nous contenter d'attendre. Nous devons prendre toutes les mesures possibles pour empêcher les terroristes d'agir. Ce soir, je demande aux jeunes hommes et femmes en uniforme qu'ils défendent nos valeurs et les Droits donnés par Dieu.

David Frum



David Frum a été rédacteur des discours de George W. Bush, notamment celui sur l'« Axe du mal ». Il est aussi rédacteur de *National Review* et membre de l'American Enterprise Institute-><http://www.aei.org/>.

« Notes de remerciement »

Source : New York Times

Référence : « Notes of Thanks », par David Frum, *New York Times*, 2 septembre 2004.

Ce texte fait partie d'une série de tribunes commandées par le *New York Times* aux anciens rédacteurs des discours des six derniers présidents républicains états-unien. Ces derniers devaient rédiger un discours de clôture de la Convention républicaine pour George W. Bush, dans ce texte, l'auteur s'exprime donc comme s'il était le président états-unien.

Durant les quatre ans qui se sont écoulés depuis la dernière fois que je suis venu parler devant vous, le pays a connu de graves pertes et il a gagné de grandes choses. Nous avons appris une nouvelle gratitude vis-à-vis de nos alliés et amis dans le monde, qui nous ont rejoint sur les champs de bataille d'Afghanistan et d'Irak et dans la guerre au terrorisme. Nous leur disons merci. Nous avons approfondi notre admiration pour ceux qui protègent notre nation : les services d'urgences, les policiers, les services de renseignements, les dirigeants du Congrès, nos forces combattantes et leurs familles. Nous leur disons merci. Nous avons redécouvert les valeurs de l'unité au delà des divisions politiques. Nos élections sont vigoureusement disputées mais quand le pays en a besoin, les démocrates et les Républicains se rassemblent. En tant que président, j'ai bénéficié des conseils de personnes des deux partis et j'espère continuer lors de mon second mandat. A tout ceux qui m'ont conseillé, je dis merci. Le monde a changé en quatre ans et le changement a été douloureux, mais nous ferons le voyage ensemble.

George W. Bush



George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush) est président des États-Unis.

« Un plan pour un monde plus sûr et plus d'espérance en Amérique »

Source : Georgewbush.Com

Référence : « In Acceptance Speech, President Bush Shares His Plan for a Safer World & More Hopeful America », par George W. Bush, *Georgewbush.Com*, 3 septembre 2004.

Je suis honoré par votre soutien et j'accepte ma nomination comme président des États-Unis. Quand j'ai prononcé ces mêmes mots, il y a quatre ans, personne ne s'imaginait ce que nous allions vivre. Nous avons connu une tragédie, le courage des sauveteurs, nous avons appris le courage des passagers, nous avons vu nos militaires libérer des millions de personnes, nous avons vu la croissance poindre. Nous avons fait un dur voyage mais maintenant, nous en apercevons la destination. Dans ma tâche, j'ai été aidé par un grand vice-président, **Dick Cheney**, par ma femme Laura et par ma famille. Mon père a servi pendant huit ans aux côtés d'un grand Américain, **Ronald Reagan**, dont l'optimisme reste avec nous.

Mon gouvernement a réformé l'éducation, soutenu l'aide sociale pour nos aînés, diminué les taxes pour libérer les énergies et renforcé notre sécurité. Je me présente pour un nouveau mandat avec un plan pour construire un monde plus sûr et pour plus d'espérance en Amérique, en m'appuyant sur une philosophie de conservatisme compatissant.

Le monde économique a changé et nous devons nous efforcer d'être compétitifs en développant l'investissement, en diminuant notre dépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger et en encourageant le commerce. Nous allons simplifier le système fiscal et améliorer la formation continue pour développer les opportunités pour les individus. Nous soutiendrons les petits commerces et développerons la santé dans les comtés les plus pauvres. Nous allons réformer les écoles en nous concentrant sur les résultats.

Les politiques proposées par mon rival sont dramatiquement différentes des miennes. Il a une politique fiscale passiste qui consiste à développer les impôts et les dépenses de l'État. Bien que **John Kerry** se soit présenté comme le candidat des "valeurs conservatrices", un message qui a surpris certains de ses partisans, il est en réalité le candidat des valeurs d'Hollywood, qui a voté contre la loi pour la défense du mariage et a présenté les années Reagan comme des années d' "obscurantisme moral".

Cette élection va également déterminer quelle politique il faut appliquer face au terrorisme. Je me lève chaque matin en me demandant quelle est la meilleure façon de protéger nos concitoyens. Nous avons combattu les terroristes partout dans le monde et nous sommes restés à l'offensive. Nous avons développé la liberté dans le Grand Moyen-Orient car nous pensons que la liberté apporte un avenir de paix et d'espoir. Notre stratégie fonctionne : l'Afghanistan n'est plus la base arrière d'Al Qaïda, le Pakistan n'est plus un lice de transit des terroristes, l'Arabie saoudite combat les terroristes et ne les finance plus, la Libye a cessé son programme d'armement et les armées d'un Irak libre combattent pour la liberté. De nombreux membres d'Al Qaïda sont maintenant en prison ou morts.

Pour cela, il fallait une volonté politique forte.

Nous avons vu l'Irak de Saddam Hussein comme une menace et nos rivaux politiques ont approuvé. J'ai eu ce choix à faire : oublier les leçons du 11 septembre et croire en la parole d'un fou, ou défendre mon pays. Dans ce type de choix, je défendrai toujours mon pays. En Afghanistan et en Irak, plus de 50 millions de personnes ont été libérées ; nous servons une cause historique qui rend le monde plus sûr. Nous aidons aujourd'hui ce pays à se défendre et à organiser des élections. Je veux dire aux hommes et aux femmes sous les drapeaux qu'ils sont impliqués dans une lutte historique et nous vous donnerons tous les moyens pour réussir votre mission. Mon rival a, pour sa part, refusé un rallonge budgétaire de 87 milliards de dollars pour l'armée. Je suis fier d'avoir pu être aidé par les conseils et le courage de nos alliés étrangers, mais nos adversaires politiques dénigrent notre coalition. Les Irakiens savent l'importance de notre action et les terroristes aussi. Nous croyons au pouvoir de transformation de la liberté et la mission de l'Amérique est de faire avancer la cause de la liberté. Les Palestiniens entendront bientôt ce message. Comme à l'époque d'Harry Truman, nous voulons faire avancer la liberté. La liberté n'est pas le don de l'Amérique au monde, c'est le don de Dieu à tous les hommes. J'ai parfois commis des erreurs, mais en quatre ans j'ai notamment appris qu'envoyer des Américains dans une bataille était difficile, même si elle était justifiée. J'ai rencontré les familles de militaires morts au combat et j'ai vu leur dignité. Le caractère de l'Amérique se reflète dans nos militaires. Que Dieu vous bénisse et continue de bénir l'Amérique.

Norman Podhoretz



Norman Podhoretz a dirigé *Commentary* de 1960 à 1965. Il présida, de 1981 à 1987, le Comité consultatif des nouvelles directions de l'Agence d'information des États-Unis (USIA) contrôlant notamment La Voix de l'Amérique. Il est aujourd'hui chercheur au Hudson Institute. Son épouse, Midge Decter dirigea le Committee on Present danger, puis avec Donald Rumsfeld, la Coalition for the Free World. Il est le père de

« Entrer dans la doctrine Bush »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Enter the Bush Doctrine », par Norman Podhoretz, *Wall Street Journal*, 2 septembre 2004. Cette tribune est la reprise d'un article qui sera publié dans l'édition de septembre de *Commentary*.

George F. Kennan affirmait en 1947 que la Guerre froide serait une guerre mondiale qui ne serait pas tout à fait froide. En effet, 210 000 Américains périrent au Vietnam, en Corée et dans d'autres conflits aux côtés de nos alliés dans la lutte contre l'URSS. C'est pour cette raison que je suis d'accord avec Eliot A. Cohen quand il définit la Guerre froide comme la Troisième Guerre mondiale. Suivant les critères de Cohen, nous pouvons d'ailleurs affirmer que nous sommes entrés dans la Quatrième Guerre mondiale et que, comme la précédente, elle a été déclarée par l'énonciation d'une doctrine présidentielle, la doctrine Truman hier, la doctrine Bush aujourd'hui. Cette doctrine fait de **George W. Bush** le digne héritier de **Ronald Reagan**.

Avant l'énonciation de sa doctrine, il apparaissait comme son père, comme un réaliste et c'est pourquoi le discours du 20 septembre 2001 devant le Congrès fut une surprise car il démontrait que le président, quoi qu'il ait pu être auparavant, était devenu un idéaliste démocratique. C'est aussi par ce discours qu'il commença la guerre contre les " réseaux terroristes globaux » et pour le

John Podhoretz, éditorialiste au *New York Post* et beau-père d'[Elliott Abrams], en charge du Proche-Orient au Conseil de sécurité nationale.

développement de la liberté dans le monde. Même M. Reagan, le " grand communicateur », ne fut pas aussi éloquent que Bush ce jour là.

Ce jour là, il posa comme premier pilier de sa doctrine le rejet du relativisme moral. Lors de son discours sur l'état de l'union en janvier 2002, il dénonça l'" Axe du mal ", une expression qui provoqua les mêmes réactions indignées que l'" Empire du mal " de Reagan. Par ces paroles, Bush se plaça clairement du côté de **Francis Fukuyama** et contre **Samuel Huntington**, ne croyant pas qu'il y ait des civilisations qui ne puissent adopter les valeurs de liberté de l'Amérique. Le deuxième pilier de la doctrine de Bush est une nouvelle conception du terrorisme. Jusque là, il était vu comme la conséquence de difficultés économiques et on pensait devoir le combattre par la reconstruction de structures économiques d'un pays. Bush rejette cette définition et affirme qu'il faut affronter les groupes terroristes en renversant les régimes qui les soutiennent et en démocratisant le monde arabe. Le terrorisme selon cette définition n'est plus le fait d'individus isolés, mais des agents d'organisations qui dépendent du soutien de gouvernements. Il faut donc détruire tous les réseaux et les cellules situés dans 50 ou 60 pays. Désormais, ce ne sont plus des criminels mais des troupes irrégulières d'une alliance militaire en guerre contre les États-Unis. C'est pour cela que nous avons attaqué l'Afghanistan, qui abritait et soutenait Ben Laden et avait rejeté notre ultimatum. Cette guerre a temporairement éliminé le syndrome du Vietnam bien qu'elle nous ait parfois été présentée comme un nouveau Vietnam. A son terme, Ben Laden ne fut pas capturé, Al Qaïda ne fut pas détruit mais ils furent affaiblis et le nouveau gouvernement d'Afghanistan, bien qu'il ne soit pas encore démocratique, n'est plus un gouvernement totalitaire qui soutient les terroristes. Cette guerre a démontré à tous les pays qui abritaient des terroristes ce qui risquait de leur arriver.

Le troisième pilier de la doctrine Bush est celui des frappes préventives, exposé lors de son discours de janvier 2002. Elles consistent à ne pas laisser une menace se former. Dans ce discours, il pensait à Saddam Hussein, le soutien laïc au terrorisme dans la région. Cette guerre fut dénoncée par **Brent Scowcroft** en août 2002 dans une tribune du *Wall Street Journal*. Scowcroft demandait de ne pas attaquer l'Irak bien qu'il soit convaincu qu'il avait des liens avec Al Qaïda, car cela nous mettrait toute la région à dos. Il préconisait au contraire de " s'attaquer au conflit israélo-palestinien ", un euphémisme pour demander des pressions sur Israël. Ce texte fondateur fut la base de la dénonciation par les " paléo-conservateurs " d'une cabale de partisans d'Israël ayant capturé les États-Unis au profit d'Israël. Ceux là n'étaient plus taxés de " juifs " mais de " néo-conservateurs ". Cet argument était utilisé depuis 1991 par **Patrick Buchanan**. Il dénonça en 2001 les intellectuels juifs (**Charles Krauthammer**, **William Kristol**, **Robert Kagan**) et les hommes politiques juifs (**Richard Perle**, **Paul Wolfowitz**, **Douglas J. Feith**) qui avait détourné la politique étrangère états-unienne au profit d'Israël. Un argument peu convainquant car il est douteux que des personnalités comme **Dick Cheney**, **Donald Rumsfeld** ou **Condoleezza Rice** aient pu être abusés par des manipulateurs.

Le quatrième pilier porte sur le problème israélo-palestinien. Bush estime qu'il faut un État palestinien qui ne soit pas dirigé par un terroriste comme **Yasser Arafat** et qu'Israël devrait être entouré d'États arabes pacifiques. Pressé par **Colin Powell** et **Tony Blair**, il lui arrive de donner l'impression de transiger sur ce principe mais le président y revient toujours. Avec ce quatrième point, la doctrine Bush est complète.

Ken Weinstein



Ken Weinstein est vice-président et directeur général de l'Hudson Institute.

« Nous défendons les droits de l'homme »

Source : Le Figaro

Référence : « Nous défendons les droits de l'homme », par Kenneth Weinstein, *Le Figaro*, 31 août 2004.

Je pense que la priorité des Américains après le 11 septembre est de se sentir en sécurité. Ces attentats ont été un traumatisme car c'est la première fois que les océans ne jouaient plus leur rôle de protection. Ce n'est pas un hasard si les attentats ont sonné le glas de l'isolationnisme traditionnel de la droite américaine, une tendance que de trop nombreux intellectuels européens interprètent comme de l'impérialisme. J'en veux pour preuve de cette erreur le succès en France et en Europe du film propagandiste de **Michael Moore** qui abonde pourtant en contre et demi-vérités. La **Commission d'enquête sur le 11 septembre** a pourtant bien montré que, contrairement à ce que suggère le cinéaste, aucun vol aérien n'est parti à destination de l'Arabie saoudite après les attaques du 11 septembre. Il est également erroné d'affirmer que la famille Bush ait amassé une fortune considérable avec les Saoudiens. Il est enfin mensonger d'interpréter la guerre en Irak comme une expédition lucrative pour s'emparer d'un pétrole à bon marché car il y a beaucoup plus de pétrole au Canada ou au Venezuela qu'en Irak et les compagnies pétrolières américaines n'ont toujours pas à ce jour « débarqué » en Irak pour y chercher du pétrole.

Les néo-conservateurs sont attachés à la conception occidentale de la liberté et nous défendons les Droits de l'homme, partout où ils sont mis en péril. Dans les pays arabes, cet engagement pour les droits de l'homme a pris le sens spécifique d'une lutte contre les tyrannies, une lutte qui ne s'inscrit pas dans une optique de « choc des civilisations ». Le projet néo-conservateur vise justement à empêcher cette confrontation. Les *think tank* néo-conservateurs ont d'ailleurs reçu énormément de soutiens d'intellectuels arabes avant la Guerre d'Irak car notre objectif est de parvenir à créer une véritable perestroïka dans le monde arabe. Contrairement à ce qu'on entend, nous ne sommes pas seuls dans ce combat et nous avons été soutenus par de nombreux pays, dont la Grande-Bretagne, le Japon, l'Australie, la Pologne, l'Italie, l'Espagne... et la France ! La Guerre d'Irak a été une guerre pour la liberté et elle a été trop peu soutenue en Europe toutefois. Je pense cependant que la crise euro-atlantique couvait depuis la présidence de **Bill Clinton**, à une époque où Hubert Védrine qualifiait les États-Unis d'hyperpuissance. Malheureusement, l'équipe Bush n'a pas réussi à élaborer une pédagogie de son action diplomatique et notre vision morale des relations internationales s'est retrouvée assez isolée au sein des démocraties occidentales.

L'élection présidentielle de 2004 sera aussi serrée que l'était celle de 2000 mais, quel que soit le résultat, les principes énoncés par le président des États-Unis pour une réforme démocratique du Moyen-Orient resteront valables en Irak jusqu'à l'installation assurée à Bagdad d'un régime plus représentatif. La vision

de Bush n'est pas périmée, loin de là et ce d'autant plus que les États-Unis doivent continuer de surveiller Téhéran. La politique des États-Unis dans ce domaine ne changera pas, même en cas de victoire de **John Kerry** car **John Edwards** a accusé la Syrie et l'Iran d'être des obstacles à la démocratisation de l'Irak. La « kerrymania » en Europe est un phénomène lié à une erreur de lecture fondamentale. Les Européens, et notamment les Français, rêvent de ce qu'ils appellent « l'autre Amérique ». George Bush, avec sa clarté morale et son opposition à la tyrannie, est dans la ligne d'un Roosevelt ou d'un Reagan. Il y a très peu de rapports entre l'Amérique du 6 juin 1944 et celle, déformée, d'un Michaël Moore. L'Amérique de Michaël Moore existe, mais elle concerne avant tout cette frange minoritaire d'Américains qui minimise les menaces internationales. L'Amérique citadine, éduquée et souvent de gauche n'est pas moins mobilisée contre le risque terroriste que l'Amérique rurale. En frappant le cœur intellectuel de l'élite américaine « libérale » - New York -, Ben Laden a fait une erreur stratégique incalculable car il a rallié la gauche américaine à la coalition

La résurgence d'un antisémitisme en Europe est peut-être le phénomène le plus choquant de ces dernières années. Cette vague s'accompagne également d'anti-américanisme dans des manifestations dans lesquels l'extrême gauche fait de plus en plus cause commune avec les islamistes. Je réfute le mythe pernicieux et tenace qui consiste à dire que le gouvernement israélien aurait une influence démesurée sur l'Administration américaine. Si Israël avait tant d'influence, il aurait fait campagne pour un changement de régime en Iran et non en Irak. La rumeur qui veut que **Paul Wolfowitz** soit membre du **Likoud** est injustifiée. Wolfowitz souhaite un islam moderne et a été ambassadeur en Indonésie, un pays musulman. Quant à **Richard Perle**, dans son dernier livre, il a proposé que les États-Unis promeuvent la création d'un État palestinien « avec une partie de Jérusalem pour capitale ». Donc, la prétendue cabale Likoud-néoconservateurs est un mythe.